

FICHES THÉMATIQUES

Contexte économique général

1.A Les échanges mondiaux

Échanges mondiaux : une hausse plus mesurée en 2005 qu'en 2004

Après avoir augmenté en 2004 de 5,1 % en volume, l'activité mondiale demeure bien orientée en 2005, progressant de 4,6 %, un taux supérieur à la tendance longue (3,7 % sur la période 1960-2005). Cette évolution a une incidence sur celle des échanges mondiaux, qui se seraient accrus de 7 % en 2005, contre 11,5 % l'année précédente. Les pays en développement d'Asie, l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Amérique du Sud ont, de nouveau, le plus contribué à la hausse des échanges mondiaux en 2005. L'Europe a la croissance la plus faible.

La hausse des prix, particulièrement forte pour l'énergie et les métaux, conjuguée à celle des volumes, se traduit par une progression de 13 % des échanges mondiaux, exprimés en dollars.

En 2006, l'activité et le commerce mondial devraient poursuivre sur le même rythme. Toutefois, des facteurs d'incertitude (risque de perturbation des approvisionnements pétroliers, hausse des taux d'intérêt...) pourraient peser sur ces perspectives d'ici à la fin 2006.

Pays en développement : des échanges en croissance rapide

Les pays en développement assurent une part croissante des échanges mondiaux. En 2005, leurs échanges progressent de 25 % en valeur, pour représenter 32 % des échanges mondiaux. Cette part reste toutefois faible par rapport à leur importance dans la population ou le PIB mondial. La hausse des prix du pétrole et des produits de base a été favorable aux pays pour lesquels ces produits représentent une part importante des exportations (Afrique, Moyen-Orient...).

En Afrique, les exportations (300 milliards de dollars) augmentent, comme en 2004, de 30 %. Les neuf pays exportateurs de pétrole assurent près de 60 % des exportations du continent africain (54 pays), l'Afrique du Sud, 20 %.

Asie : les échanges stimulés par la Chine

Particulièrement forte en 2004 (+ 26 % en dollars), la croissance des échanges des pays asiatiques ralentit en 2005 (+ 15 %). Mais, contrairement à ce que l'on observe pour d'autres régions, la croissance des échanges en Asie repose davantage sur la hausse des volumes échangés que sur celle des prix.

La hausse des échanges des pays asiatiques s'appuie sur la demande des États-Unis et sur le développement des échanges de produits électroniques. Ces derniers représentent une part importante des échanges au niveau régional en raison de la répartition par pays de leur processus de production, dont la Chine capte une part croissante. Troisième exportateur mondial devant le Japon, la Chine a encore accru en 2005 sa part de marché* mondial des produits manufacturés, grâce à une hausse de 28 % de ses exportations.

États-Unis : des échanges soutenus, un déficit accru

S'appuyant sur les biens d'équipement, la croissance en volume des exportations des États-Unis (+ 7 %) a été supérieure en 2005 à celle des importations (+ 5,5 %). Mais, en valeur, les évolutions s'inversent (exportations : + 10 % ; importations : + 14 %) et le déficit des États-Unis s'aggrave encore, pour atteindre 6,7 points de PIB.

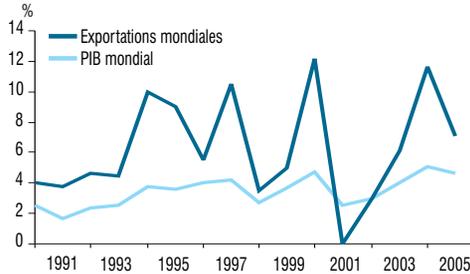
Union européenne : faible croissance des échanges

L'Union européenne à 25 est la zone qui enregistre la plus faible croissance des échanges en 2005 : 3 % en volume, soit moitié moins qu'en 2004. En valeur, la hausse, exprimée en dollars, se limite à 7 % (19 % en 2004). Les échanges de l'Union européenne avec le reste du monde se sont soldés par un déficit de 130 milliards de dollars en 2005, montant équivalent au seul déficit enregistré avec la Chine. ■

Pour en savoir plus

- * Voir « Définitions » en annexe.
- Rapport annuel 2006, OMC Genève, site internet : www.wto.org
- Commerce en valeur par sections de la CTCL, OCDE ; site internet : www.olisnet.oecd.org

1 - Croissance du PIB mondial et des exportations mondiales de marchandises en volume



Sources : DGTPE, Banque mondiale, calculs Rexecode.

2 - Parts de marché des principaux pays exportateurs de produits manufacturés en 2004

en %	Allemagne	États-Unis	Chine	Japon	France	Italie	Monde (G€)
Agroalimentaire	8,1	6,7	3,5	0,6	7,9	4,4	428
Textiles	5,7	3,4	21,1	1,5	3,7	9,4	527
Bois, papiers	10,9	9,0	10,0	3,6	4,8	5,0	476
Chimie	13,0	10,9	4,0	5,3	6,7	4,5	1 223
Sidérurgie	9,0	3,7	4,3	8,2	5,1	4,5	307
Non ferreux	8,0	5,7	4,5	3,0	3,0	2,0	220
Produits mécaniques	15,9	14,0	4,4	10,0	6,5	7,7	1 149
Véhicules	19,6	7,8	1,9	14,0	7,4	3,6	839
Produits électriques	13,1	8,0	12,3	9,2	4,5	4,7	456
Produits électroniques	8,1	9,3	14,5	10,2	2,8	1,4	1 360
Produits manufacturés	12,0	9,1	8,1	7,7	5,4	4,6	6 986

Sources : Cepii (base Chelem) et calculs Sessi.

3 - La croissance mondiale en 2005

Pays (poids du PIB en PPA*) M hab	Population		PIB par tête		Croissance du PIB			
	en	Var. %	en \$ PPA	Var. %	1990-2005	2003	2004	2005
Monde (100 %)	6 455	1,1	8,8	3,5	3,5	4,0	5,1	4,6
Triade								
États-Unis (20,0)	297	1,0	39	2,5	3,0	3,0	3,8	3,4
Japon (6,4)	128	0,0	28	2,5	1,3	1,4	2,3	2,5
Zone euro (15,2)	313	0,4	25	1,0	2,0	0,8	2,2	1,3
Allemagne (4)	83	0,0	28	0,9	1,6	-0,2	1,6	1,0
France (3,1)	63	0,5	29	1,0	1,9	0,9	2,0	1,6
Italie (2,7)	58	0,1	27	0,1	1,3	0,4	1,2	0,3
Espagne (1,9)	43	1,4	25	2,2	2,9	2,9	3,1	3,4
Reste Europe								
Royaume-Uni (3,2)	60	0,5	31	1,3	2,4	2,5	3,2	1,8
PECO (2,3)	110	-0,3	11	4,2	2,0	3,7	5,7	4,5
Russie (2,6)	143	-0,5	10	4,7	-0,7	7,3	7,2	6,2
Asie hors Japon								
Chine (15,8)	1 316	0,6	6,8	9,2	10,0	9,5	10,1	9,9
Inde (6,3)	1 104	1,5	3,2	6,3	6,0	8,5	6,9	8,0
Reste du monde								
Moyen-Orient (2,0)	120	1,6	8,7	3,6	4,0	5,9	4,7	5,2
Brésil (2,4)	186	1,4	7,9	1,0	2,5	0,5	4,9	2,4
Mexique (2,0)	107	1,3	9,7	1,9	3,0	1,4	4,4	3,1
Pays pauvres de plus de 100 millions d'habitants								
Indonésie (1,4)	223	1,2	3,5	4,0	3,0	4,9	5,1	5,3
Pakistan (0,7)	158	2,0	2,3	5,4	4,3	6,0	8,0	7,4
Nigeria (0,2)	132	2,3	1,2	2,9	3,6	10,7	6,0	5,2

Note : le chiffre entre parenthèses représente le poids d'un pays dans le PIB mondial, exprimé en PPA.

Sources : Banque mondiale, DGTPE, Rexecode.

1.B L'industrie dans la Triade

La Triade, plus des deux tiers du poids économique mondial

La Triade (UE-25 - États-Unis - Japon) produit 70 % du PIB mondial mais ne représente que 14 % de la population mondiale. Depuis une vingtaine d'années, le poids de l'industrie dans le PIB décline en faveur du secteur tertiaire. En 2004, l'industrie ne produit plus que 25 % de la valeur ajoutée dans la Triade. Le Japon garde une spécificité industrielle avec plus de 30 % de sa valeur ajoutée, contrairement aux États-Unis, plus tournés vers la production de services. Avec 30 % de la valeur ajoutée industrielle mondiale, l'Union européenne à vingt-cinq est devenue la première puissance industrielle, distançant les États-Unis de sept points.

Suite au décollage des pays émergents, le poids de la Triade diminue dans tous les secteurs. Cette baisse, très relative, est plus marquée dans l'industrie, où le poids de la Triade dans la valeur ajoutée mondiale passe de 67 % à 64 % entre 2000 et 2004.

Reprise des investissements directs à l'étranger

La reprise mondiale a été très favorable à l'investissement étranger : les stocks mondiaux d'investissements directs à l'étranger (IDE) croissent de plus de 10 % par an. La Triade reste le principal investisseur, à l'origine de 80 % des flux mondiaux. Cependant, les débouchés se diversifient et la Triade ne recueille plus que 63 % du flux annuel, en recul de huit points en dix ans. La part des investissements en direction des États-Unis s'est effondrée, passant de 23 % à 14 % en dix ans, au profit des pays en développement.

En tenant compte des investissements intra-communautaires, l'Union européenne est la première zone d'investissements étrangers. En maintenant ses parts de marché dans un contexte de forte croissance, l'Union reste une zone dynamique en matière d'investissement. La construction européenne puis la mise en place du marché unique ont facilité les mouvements de capitaux et offert de nouveaux débouchés aux entreprises occidentales. Les pays en

développement, Asie en tête, accueillent une part croissante des investissements. Les IDE en direction des zones émergentes se sont accrus de 13 points en dix ans.

Les exportations

Si l'on exclut les échanges entre pays de l'UE, les exportations extracommunautaires ne représentent plus que 19,2% des échanges mondiaux, mais l'UE reste toutefois le premier exportateur de la Triade. L'Asie a rapidement accru jusqu'en 2000 sa part dans les exportations mondiales de produits manufacturés. Depuis, celle-ci tend à stagner, mais une redistribution des parts de marché a lieu entre pays asiatiques au bénéfice de la Chine et au détriment du Japon principalement. Les groupes industriels japonais confient une part croissante de l'assemblage final de leurs productions à leurs filiales ou sous-traitants en Chine, qui les exportent ensuite. Le poids des États-Unis dans les exportations manufacturières continue de baisser et passe en 2003 sous la barre des 15 % (figure 4). La baisse en valeur des exportations japonaises et américaines entre 2000 et 2004 est due à une variation du change dollar/euro.

Stimulées par la pharmacie, les télécommunications et l'aéronautique, les exportations de produits de haute technologie assurent une part croissante des exportations manufacturières mondiales depuis 1995. L'UE-25 conserve des positions prépondérantes pour les exportations de produits pharmaceutiques et aéronautiques, tandis que l'Asie améliore les siennes dans les domaines de l'informatique, des télécommunications et de l'électronique. Si l'Aléna (États-Unis, Canada, Mexique) préserve ses parts de marché à l'exportation pour l'aéronautique et l'électronique, ses positions fléchissent dans l'informatique et les télécommunications. Depuis 2000, la part des exportations mondiales de l'Aléna pour les hautes technologies recule, passant de 21 % en 2000 à 17 % en 2003, à l'avantage de l'Union européenne à 25 (39 % en 2003) et de l'Asie (37 % en 2003). ■

Pour en savoir plus

- « L'industrie européenne en quelques chiffres » : <http://www.industrie.gouv.fr/observat/pdf/indeur.pdf>

1 - Partage de la valeur ajoutée par secteur et par zone

%

Année 2004	Part de la zone (ou du pays) dans la valeur ajoutée mondiale du secteur					Répartition de la valeur ajoutée par secteur			
	Triade 2000	Triade 2004	UE-25	États-Unis	Japon	Triade	UE-25	États-Unis	Japon
Agriculture	32,3	32,3	18,4	9,7	4,1	1,6	2,1	1,2	1,3
Industrie	67,0	64,2	29,7	22,5	12,1	25,7	27,2	22,3	30,5
Services	76,1	74,5	31,7	31,7	11,1	72,6	70,7	76,5	68,2
Ensemble	71,8	70,1	30,6	28,3	11,1	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : FMI.

2 - Parts de marché à l'exportation des industries de haute technologie par zone

		Aéronautique	Informatique	Électronique	Matériel de télé-communications	Pharmacie
Monde (G\$)	1995	79	216	312	110	70
	2000	137	343	455	205	106
	2003	146	343	478	202	201
<i>dont (en %) :</i>						
Union européenne (25)	1995	46,4	33,2	29,0	38,3	67,2
	2000	41,9	32,1	25,9	42,7	65,3
	2003	42,4	31,8	29,0	39,6	71,4
Alena	1995	43,7	19,1	19,0	19,2	10,5
	2000	42,9	16,8	22,6	23,4	14,0
	2003	39,2	11,7	18,8	13,1	11,6
Asie	1995	4,6	46,1	48,3	39,1	7,3
	2000	3,3	48,7	46,6	29,1	7,6
	2003	3,5	53,5	46,9	41,6	5,6

Source : Cepii (base de données Chelem).

3 - Flux d'investissements directs étrangers par zone

en % (monde entier = 100)	IDE flux entrants		IDE flux sortants
	1990	moyenne 2001-2004	moyenne 2001-2004
Pays développés	83	70	90
Triade	71	63	81
UE-25	47	48	54
Japon	1	1	5
États-Unis	23	14	22
Pays en développement	17	30	10
dont Asie du Sud-Est	10	14	6

Source : Cnuced.

4 - Exportations (tous produits) des pays de la Triade et de la Chine

en G€	2000	% des échanges mondiaux	
		2004	% des échanges mondiaux
UE-25	857,8	17,6	19,2
États-Unis	844,9	17,3	14,4
Chine	269,8	5,5	9,4
Japon	518,9	10,6	9,0

Note : les exportations de l'UE-25 excluent les échanges intra-communautaires.

Source : Eurostat.

1.C L'industrie manufacturière dans l'Union européenne

L'importance de l'industrie manufacturière* dans l'Union européenne

En 2003, les entreprises industrielles européennes ont réalisé un chiffre d'affaires de 5 762 milliards d'euros (G€), créé une valeur ajoutée de 1 528 G€ et occupé 33,2 millions de personnes. Entre 2000 et 2003, le nombre de personnes occupées a régressé sensiblement au Royaume-Uni (- 680 000) et en Allemagne (- 210 000), alors qu'il augmentait, notamment en Espagne et en Hongrie.

La prédominance de l'industrie allemande

L'industrie allemande représente 26 % de la production en valeur de l'industrie de l'Union (UE-25), précédant la France (17 %), l'Italie (14 %) et le Royaume-Uni (11 %). Ces quatre pays dégagent en 2003 les deux tiers de la valeur ajoutée aux coûts des facteurs de l'industrie manufacturière de l'Union : 27 % en Allemagne, 13 % en France, comme en Italie ou au Royaume-Uni.

Le dynamisme industriel de certains pays européens de petite taille

Durant la période 1993-2005, la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière de l'UE-25 a crû à un taux annuel moyen de 2,3 %. Elle a progressé plus lentement que la production manufacturière américaine (taux de croissance 3,7 %) mais plus rapidement que celle du Japon (0,7 %). Dans ce mouvement d'ensemble, les industries manufacturières des quatre grands pays de l'Union européenne ont progressé plus lentement que celles d'autres pays européens. En effet, la Finlande, l'Irlande et aussi l'Autriche ont connu une forte croissance de leur production industrielle en s'adaptant à la demande mondiale. Parmi les nouveaux pays membres, la République tchèque, la Hongrie et la Pologne se distinguent également par une très forte croissance de leur production manufacturière.

Un fort excédent commercial global

Les exportations de produits manufacturés

vers les pays situés hors de l'UE-25 n'ont cessé de progresser, passant de 345 G€ en 1990 à 920 G€ en 2005. L'excédent des échanges de produits manufacturés de l'UE s'est accru entre 2000 et 2004, passant de 46 G€ à 148 G€. Parallèlement, le solde des échanges commerciaux de produits manufacturés avec la Chine, le Japon et les économies dynamiques d'Asie sont devenus structurellement déficitaires.

En réalisant 28 % des exportations de produits manufacturés extra UE-25, l'Allemagne se situe au premier rang des pays exportateurs de l'Union, dégageant l'excédent le plus important (102 G€).

La part limitée des industries de haute technologie

Plusieurs secteurs industriels européens, tels que la construction mécanique, les produits chimiques et les véhicules à moteur possèdent un avantage comparatif réel et substantiel et enregistrent d'importants excédents commerciaux par rapport au reste du monde. Mais le commerce européen reste concentré dans des secteurs de moyenne technologie et à niveau de qualification de faible à moyen. Il en résulte que l'UE-25 se trouve exposée à la concurrence de producteurs des économies émergentes qui renforcent la spécialisation de leurs exportations.

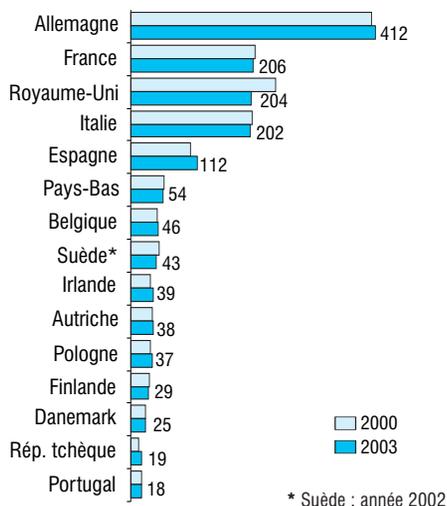
Si l'on compare l'UE-25 aux États-Unis et au Japon, la part des exportations de haute technologie dans les exportations totales est plus faible dans l'UE (18 %) qu'au Japon (22 %) et aux États-Unis (27 %). Par ailleurs, le regroupement des activités manufacturières en fonction du niveau relatif de la technologie employée par les branches concernées montre que moins de 13 % de la valeur ajoutée de l'UE-25 provient des branches d'activité de haute technologie, contre 32 % dans les activités de faible technologie et 24 % dans celles de moyenne-basse technologie. En termes d'emploi, près de quatre personnes sur dix continuent de travailler dans les secteurs de faible technologie, contre à peine une sur dix dans les secteurs de haute technologie. ■

Pour en savoir plus

- * Voir « Définitions » en annexe.
- Base de données et publication disponibles sur le site internet : <http://epp.eurostat.ec.europa.eu>
- « Panorama des statistiques d'entreprises européennes » - Eurostat.

1 - Valeur ajoutée des industries manufacturières de l'UE

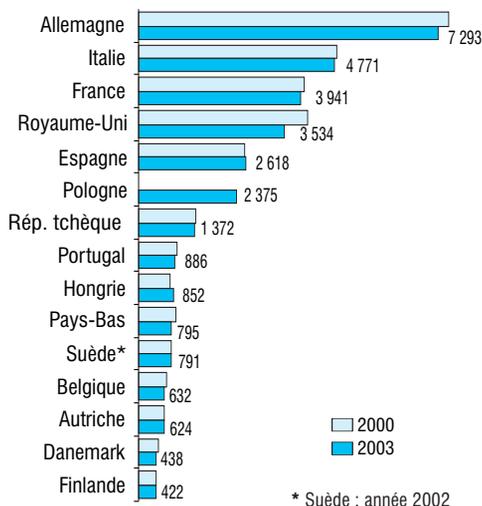
(en milliards d'euros)



Source : Eurostat, juin 2006.

4 - Nombre de personnes occupées dans les industries manufacturières de l'UE

(en milliers d'emplois)



Source : Eurostat, juin 2006.

2 - Les échanges de produits manufacturés dans les pays de l'UE et avec le reste du monde

2005 en G€	Exportations intra-UE	Importations intra-UE	Solde intra-UE	Exportations extra-UE	Importations extra-UE	Solde extra-UE	Solde global
Allemagne	431	313	118	262	160	102	220
France	187	220	-33	118	88	30	-3
Italie	152	144	8	108	70	38	46
Royaume-Uni	136	175	-38	108	127	-19	-57
Pays-Bas	175	106	69	50	101	-52	17
Belgique	165	140	25	56	55	1	26
Espagne	84	120	-36	33	43	-10	-46
Suède	50	51	-1	39	18	21	20
Autriche	58	64	-6	28	16	12	6
Irlande	46	26	20	29	16	13	33
Pologne	46	53	-8	14	11	3	-5
République tchèque	47	44	4	9	7	2	6
Danemark	30	36	-5	15	12	3	-2
Hongrie	34	32	3	10	12	-2	1
Finlande	24	26	-2	20	8	12	10
UE-25	1 742	1 658	84	921	772	148	232

Source : Eurostat, juin 2006.

3 - Principaux secteurs industriels dans l'UE-25 en 2003

en % de la valeur ajoutée totale de l'industrie manufacturière UE-25

Industries agroalimentaires	11,9
Industrie chimique	11,2
Fabrication de machines et équipements	10,7
Travail des métaux	9,2
Industrie automobile	7,7
Édition, imprimerie, reproduction	6,0
Industrie du caoutchouc et des plastiques	4,7
Fabrication de machines et appareils électriques	4,6
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	4,5

Source : Eurostat - base de données juin 2006.

1.D La production industrielle

Stagnation de la production manufacturée depuis l'été 2004

L'indice de la production industrielle française reste globalement étale en 2005, en raison du recul de l'industrie automobile, de la stagnation dans les biens intermédiaires et de la légère progression dans les biens d'équipement.

Reprise de la production agroalimentaire en milieu d'année

Après une forte mévente des vins, les industries agroalimentaires se sont redressées au second semestre 2005 (boissons, corps gras...). En moyenne annuelle, la production a peu progressé en 2005 (+ 0,3 %). Si les industries de transformation des fruits et légumes ont été dynamiques (+ 14%), la chute du tabac se poursuit (- 30 % en cinq ans) alors que le secteur avicole est menacé par la grippe aviaire début 2006.

Très contrastés, les biens de consommation se redressent légèrement

Dans l'habillement et la chaussure, la production reste en déclin face aux importations venant de Chine (suite à la levée des quotas en janvier). Les marques de luxe profitent cependant de la reprise de la demande internationale. La pharmacie se développe à un rythme élevé sur les marchés intérieur et extérieur (vaccins...). La parfumerie et les produits d'entretien progressent à l'exportation. La bonne tenue du marché immobilier stimule les achats de meubles et d'appareils ménagers, souvent importés. Dans l'électronique « grand public », la production se développe sur quelques créneaux (télévision numérique...).

Net recul de la production automobile

En fin de gammes, les marques françaises ont régressé en 2005 sur un marché européen en légère progression. La production de véhicules utilitaires se maintient, en particulier celle de poids lourds.

Reprise dans les biens d'équipement

En recul, les chantiers navals ont reçu la première commande d'un navire de croisière

depuis 2001. La production de matériel ferroviaire décline.

L'année 2005 a été faste pour l'aviation civile et les programmes militaires européens. Les livraisons d'Airbus ont battu leurs records. La chaîne de production de l'A380 se met en place. Le secteur spatial repart grâce aux satellites de télécommunications.

Dans la mécanique, les matériels de construction et les machines et outillages industriels se développent. La production de matériel informatique poursuit sa chute dans un marché pourtant dopé par le « haut débit ». Celle des équipements de transmission progresse (réseaux, centraux, modems...), mais la téléphonie mobile multimédia reste en retrait.

Stagnation des biens intermédiaires

Le secteur du bâtiment est très dynamique mais il s'approvisionne de plus en plus, pour le second œuvre, en produits importés. Le verre plat faiblit avec l'automobile. Le verre creux recule devant les produits venant de Chine.

De même, les débouchés méditerranéens du secteur textile diminuent face à la percée chinoise.

Le travail du bois, dynamique dans la charpente et la menuiserie pour le bâtiment, reste mal orienté dans l'ameublement et l'emballage. L'activité du papier-carton croît, sauf pour les produits transformés.

L'industrie chimique se développe dans la plasturgie, se redresse dans la chimie organique, stagne dans la parachimie, mais la chimie minérale est en baisse. En aval, les pneumatiques et les fibres synthétiques reculent.

La sidérurgie subit les à-coups du secteur de l'automobile et résorbe ses stocks. Les métaux non ferreux et les produits métalliques stagnent. La demande intérieure faiblit pour le travail des métaux et la production se déplace vers les pays de l'Est.

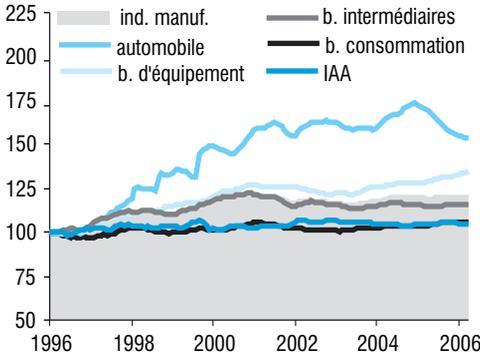
Le petit matériel électrique subit la concurrence des produits importés. La fabrication de composants actifs à forte valeur ajoutée progresse (usages industriels, médicaux), alors que celle de composants passifs est écrasée par les produits asiatiques. ■

Pour en savoir plus

- Insee info rapides : http://www.insee.fr/fr/indicateur/indic_conj/liste_indice.asp
- Voir aussi l'« Insee méthodes » n°104 de mars 2003.
- Fiches mensuelles et Note de conjoncture industrielle du Sessi : <http://www.industrie.gouv.fr/observat/conjonct>

1 - L'industrie manufacturière

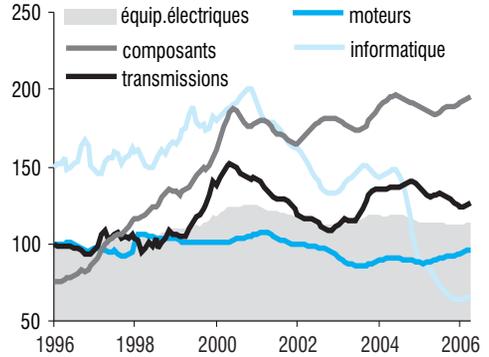
base 100 en 1996



Sources : Insee, Sessi, Scees - indices de la production industrielle.

4 - Les équipements électriques et électroniques

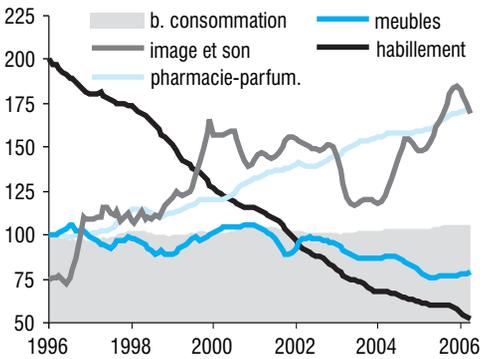
base 100 en 1996



Sources : Insee, Sessi - indices de la production industrielle.

2 - Les biens de consommation

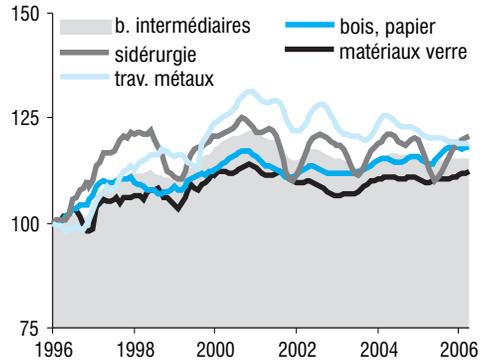
base 100 en 1996



Sources : Insee, Sessi - indices de la production industrielle.

5 - Les biens intermédiaires (hors filière chimie)

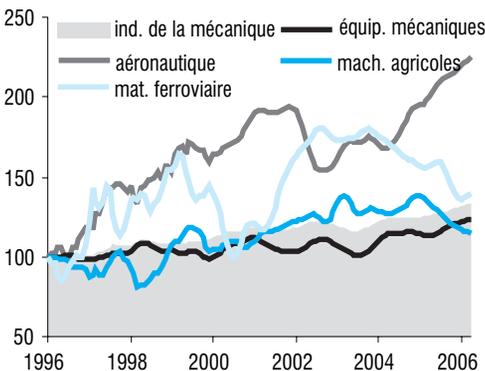
base 100 en 1996



Sources : Insee, Sessi - indices de la production industrielle.

3 - Les industries de la mécanique

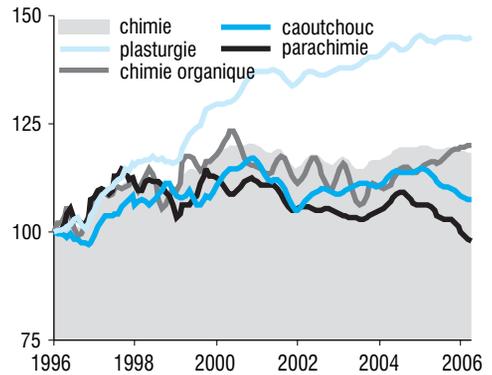
base 100 en 1996



Sources : Insee, Sessi - indices de la production industrielle.

6 - Les industries chimiques

base 100 en 1996



Sources : Insee, Sessi - indices de la production industrielle.

1.E La demande en produits manufacturés

Depuis cinq ans, la production industrielle stagne. Les reprises de 2002 et de 2004 ont été chacune suivies d'un repli de même ampleur dû, en 2003, à l'attentisme mondial lié au déclenchement des hostilités en Irak et, en 2005, à la faible compétitivité européenne suite à la baisse du dollar.

Le déficit extérieur s'est aggravé en 2005

Avec la faiblesse des exportations françaises, le solde positif traditionnel des échanges industriels de la France a fortement diminué en 2004 et 2005. L'activité industrielle française, à l'image de celle de la zone euro, témoigne d'une sensibilité croissante aux fluctuations des échanges extérieurs (figure 2).

Faible croissance de la production industrielle

Pour la première fois depuis de nombreuses années, la reprise actuelle de l'économie française a devancé celle d'une industrie manufacturière toujours en stagnation à la fin de l'année 2005 (figure 3 et fiche 1.F).

Cette stagnation est largement due au reflux, en 2005, d'un secteur automobile dont la croissance avait été exceptionnelle en 2003-2004.

De même, la faible croissance des biens intermédiaires ne fait que refléter la morosité générale de l'activité industrielle et la hausse des coûts des matières premières.

La production de biens d'équipement est mieux orientée, surtout à l'exportation. Elle reste cependant en retrait sur celle de l'Allemagne (fiche 4.D) et son dynamisme repose surtout sur la construction aéronautique.

De son côté, la pharmacie-parfumerie et les industries du luxe soutiennent l'activité dans les biens de consommation où de nombreuses industries sont en recul face à la concurrence extérieure.

Des stocks en légère hausse en 2005

Les encours jouant le rôle d'amortisseur entre une production régulière d'Airbus ou de navires et des livraisons très variables d'un

trimestre à l'autre, les fluctuations des stocks ne font que refléter, à court terme, celles des échanges extérieurs. Après lissage, la contribution des stocks à la croissance de la production est légèrement positive.

La progression de la consommation se poursuit, souvent au bénéfice des importations

Depuis 1997, la consommation des ménages reste, au-delà de certains aléas (accidents climatiques, mouvements sociaux, dates des vacances ou du début des soldes...), la composante la plus stable de la demande intérieure de produits manufacturés.

Ainsi, en 2005, les achats de biens durables progressent régulièrement, en partie grâce au dynamisme de la construction de logements. Les achats d'automobiles résistent bien à la hausse des carburants. Cependant, l'engouement persistant des ménages pour des produits numériques, souvent fabriqués à l'étranger (photos, écrans plats, téléphonie...), n'a eu que de faibles retombées sur l'activité industrielle en France.

Redressement progressif de l'investissement

La baisse de la formation brute de capital fixe* a été l'un des principaux vecteurs du recul de l'industrie en 2001-2002. Depuis 2003, l'investissement en produits industriels se redresse lentement mais avec régularité. Il contribue ainsi au soutien de la croissance en 2005.

Au total, malgré le soutien d'une demande intérieure en progression régulière, la production industrielle a stagné en 2005. La croissance des exportations françaises est inférieure à celle du commerce mondial et le déficit extérieur s'accroît. ■

Pour en savoir plus

- * Voir « Définitions » en annexe.
- Tableaux de la comptabilité nationale : aller sur comptes annuels et trimestriels dans les « Grands indicateurs » http://www.insee.fr/fr/home/home_page.asp

1 - Évolution du PIB et de ses contributions (1)

% en points de PIB

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	en G€	2006 (2)
Produit intérieur brut	4,0	1,9	1,0	1,1	2,3	1,2	1 710	2,0
Dép. de consommation des ménages	2,0	1,4	1,2	1,2	1,3	1,2	953	1,5
Dép. de consom. finale des administrations	0,4	0,3	0,4	0,5	0,5	0,3	405	0,3
Formation brute de capital fixe	1,4	0,5	-0,3	0,4	0,6	0,7	336	0,7
<i>dont sociétés non financières</i>	0,8	0,4	-0,3	0,0	0,5	0,4	176	0,4
Solde extérieur des biens et services	-0,3	0,1	0,0	-0,6	-0,6	-0,8	-26	-0,2
Exportations	3,3	0,7	0,4	-0,3	1,0	0,8	446	2,2
Importations	-3,6	-0,6	-0,5	-0,3	-1,6	-1,5	-462	-2,4
Variation de stocks	0,6	-0,4	-0,3	-0,3	0,6	-0,1	8,0	-0,3

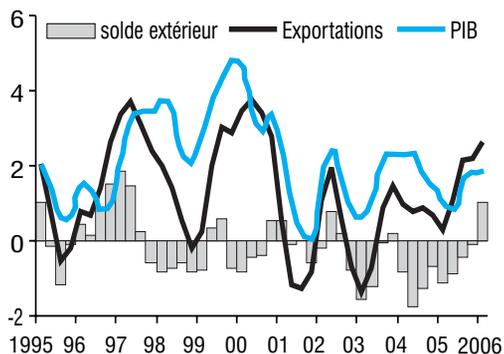
(1) contributions aux prix de l'année précédente (sur la base des comptes annuels).

(2) prévision Insee - note de conjoncture de juin 2006 (sur la base des comptes trimestriels).

Source : Insee - comptes nationaux*, base 2000 (mis à jour le 19 mai 2006).

2 - Évolution du PIB et contribution du commerce extérieur

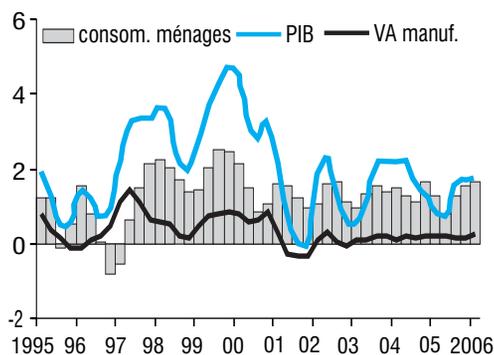
variations en points de PIB



Source : Insee - comptes nationaux trimestriels base 2000.

3 - Évolution du PIB, de la consommation et de la valeur ajoutée manufacturée

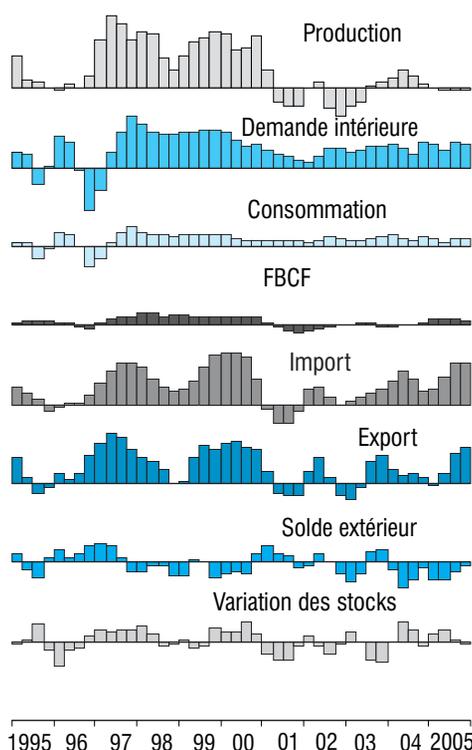
variations en points de PIB



Source : Insee - comptes nationaux trimestriels base 2000.

4 - Contributions de la demande à la production industrielle

en points de production



Note : Pour rendre les variations plus lisibles, les données du trimestre sont lissées au quart avec celles des trimestres précédent et suivant.

Échelle : écart entre deux lignes = 12 points de croissance annuelle de la production manufacturée.

Source : Insee-comptes trimestriels de la nation (hors IAA), mai 2005.

1.F L'imbrication de l'industrie et des services

Une externalisation croissante à long terme

Sous la pression de la concurrence, de nombreuses entreprises industrielles se sont recentrées progressivement sur leur cœur de métier et ont transféré à l'extérieur des services autrefois intégrés (maintenance, transports, recherche...). Pour la production même, les industriels ont souvent recours à des facteurs de production extérieurs (travail intérimaire, location des machines...).

Ainsi, une part notable des créations d'emplois dans les services provient d'une redistribution des tâches, que ce soit par sous-traitance ou par achat de services courants. Le « cœur de métier » est de moins en moins la production. L'innovation ou la politique commerciale sont souvent plus importantes pour la survie des entreprises. Ainsi, dans l'habillement, les industriels se sont défendus en privilégiant la conception, la marque et leur réseau de distribution et ont largement sous-traité la production.

Les services achetés et autoproduits représentent le tiers du chiffre d'affaires de l'industrie

D'après l'enquête du Sessi sur les liens entre les services et l'industrie (1999), presque toutes les entreprises industrielles font appel à un prestataire de services. Les prestations les plus fréquentes concernent les transports, les services juridiques, l'informatique et les télécommunications. En valeur, le montant cumulé de l'autofourniture (pour un tiers) et des achats de services (pour deux tiers) représentait, en 1999, un montant proche de la valeur ajoutée du secteur industriel, soit le tiers de leurs ventes. Ces achats concernent d'abord la maintenance (27 % du montant total des achats de services), les prestations d'administration générale (21 %), la logistique (20 %), puis la commercialisation, la technologie...

La faible croissance industrielle explique la fragilité de la reprise économique

L'industrie manufacturière a été depuis 1980 l'un des principaux moteurs de la croissance des activités de services (figure 1). Depuis dix ans, cette croissance relative s'est amplifiée avec l'externalisation croissante des activités de services. Ainsi, de 1995 à 2002, la production de services a crû à un rythme rapide (+ 6 % par an en volume), en particulier dans les télécommunications (+ 12 % par an), les activités de conseil et d'assistance (+ 5 %) et les services opérationnels (+ 4,5 %). Seul l'effort des entreprises en recherche et développement est resté limité (+ 1,7 % par an). Très sensible à la conjoncture, la production de services aux entreprises a nettement ralenti depuis trois ans (+ 2 % par an, contre + 8 % de 1999 à 2001).

Amorcée à la mi 2005, la reprise actuelle est surtout notable dans le secteur tertiaire. Le manque de dynamisme du secteur industriel concerne aussi les services aux entreprises (+ 2,5 % en 2005). Si la croissance résiste dans les activités du conseil et de l'assistance, elle a faibli dans les services opérationnels (location, intérim). ■

Une imbrication à tous les niveaux

Si la rationalisation de la production favorise l'externalisation des services, l'évolution de la demande incite de nombreuses entreprises à associer certains services clients à la fourniture de leurs produits industriels. Parallèlement, de nombreuses activités de services sont de plus en plus dépendantes de leurs achats et équipements industriels (santé, services administratifs, tourisme). Ainsi, la frontière entre un « produit industriel » et un « service » devient très floue, en particulier dans les technologies de l'information.

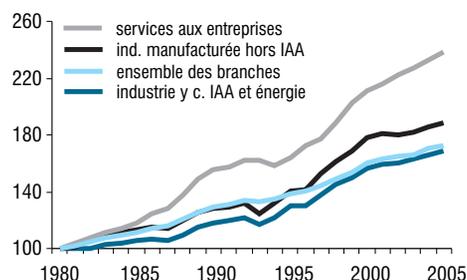
Même au niveau de l'utilisateur final, un « produit industriel » ne vaut que par le « service » qu'il rend et la séparation entre ces deux concepts reste très conventionnelle.

Pour en savoir plus

- « Rapport sur les comptes des services », Insee, Document de travail : http://www.insee.fr/fr/nom_def_met/methodes/doc_travail/liste_doc_travail.asp?simple=services&ok=OK
- Tableaux des comptes de la nation sur la croissance par branches détaillées : http://www.insee.fr/fr/indicateur/cnat_annu/base_2000/tableaux/tableaux_detaillies.htm

1 - Valeur ajoutée dans l'industrie et dans les services aux entreprises

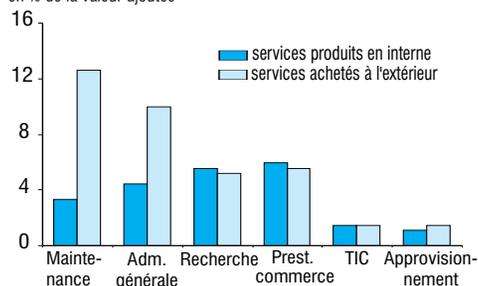
en volume, base 100 en 1980



Source : Insee - comptes de la nation.

2 - Coûts internes et achats de services dans l'industrie (décomposition fonctionnelle*)

en % de la valeur ajoutée



* Une activité industrielle est ainsi décomposée en fonctions détaillées situées soit en amont de la production (recherche, ingénierie, approvisionnement...), soit en aval (commercialisation, publicité, transports, logistique...) ou en services généraux (nettoyage, entretien, information, gestion, formation...)

Source : Sessi - enquête sur les services à l'industrie en 1999.

3 - Évolution de la production et de l'emploi salarié des services aux entreprises

	Production en volume, en %				Emploi, en milliers				Effectif 2004*
	2001	2002	2003	2004	2001	2002	2003	2004	
Postes et télécommunications	17,9	6,3	2,1	1,8	10	-1	-2	-12	451
Conseil et assistance	5,2	1,0	2,5	3,9	94	11	0	18	1 253
Activités informatiques	8,9	-2,9	3,2	5,3	37	-8	-18	0	427
Services professionnels	4,7	1,6	1,8	3,4	15	3	0	5	309
Administration d'entreprises	12,9	6,3	2,4	4,4	23	22	8	-8	147
Publicité et études de marché	-4,2	-0,4	-2,0	3,7	0	-9	-1	7	108
Architecture, ingénierie, contrôle	2,0	2,8	5,5	2,1	18	3	10	14	263
Recherche et développement	2,1	2,4	3,7	-2,6	7	17	-14	-4	129
Services opérationnels	9,6	4,4	1,7	-0,4	68	3	-34	25	1 810
Location sans opérateur	11,3	3,9	2,3	-0,5	2	2	-1	0	68
Services aux entreprises	8,6	6,3	2,2	1,1	178	27	-50	28	3 737

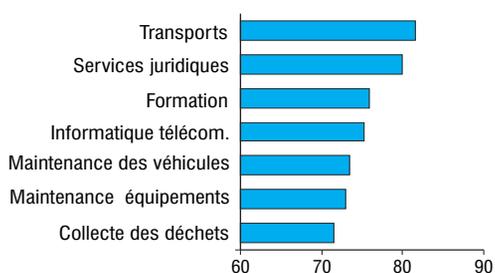
* : niveau

Note : en 2005, la production des services aux entreprises aurait augmenté de 2,5% (cf. comptes provisoires). Des éléments complémentaires peuvent être trouvés dans le rapport de la commission des comptes des services.

Source : Insee - comptes de la nation.

4 - Prestations de services les plus fréquemment achetées par les industriels

en % du nombre d'entreprises



Champ : entreprises de 20 salariés et plus de l'industrie, hors énergie et agroalimentaire.

Source : Sessi - enquête sur les services à l'industrie en 1999.

5 - Répartition des achats de services par fonction, selon la taille de l'entreprise*

	20 à 99 salariés	100 à 499 salariés	500 et plus
Informations et télécommunications	2,9	3,6	3,5
Achats	6,1	3,6	2,6
Recherche	4,2	3,3	16,2
Logistique	22,1	26,3	17,6
Administration générale	25,5	26,2	19,4
Commercial	7,8	9,5	13,9
Maintenance et services généraux	31,4	27,6	26,9
Ensemble	100,0	100,0	100,0

* Hors services bancaires, déplacements, représentation, frais postaux, commissions sur ventes-achats, rémunération des transitaires, frais d'actes...

Source : Sessi - enquête sur les services à l'industrie en 1999.

1.G Les matières premières : prix et approvisionnement

Le développement industriel de la Chine a déséquilibré les marchés de l'énergie et des matières premières*. Il en résulte d'importantes hausses de prix, souvent amplifiées par la spéculation.

Des difficultés d'approvisionnement pour de nombreux produits

Si, pour de nombreuses matières premières, l'offre reste généralement excédentaire (produits agroalimentaires, textiles, caoutchouc, papier, bois, matériaux...), certains produits (pétrole, métaux...) se heurtent à trois types de difficultés :

- des ressources limitées à terme (du moins au prix courant). Ainsi, comme de 1974 à 1986, le pétrole est redevenu « rare ». Son prix d'équilibre doit donc augmenter afin de restreindre la demande à certains usages et de rentabiliser des ressources complémentaires (schistes bitumeux...) ou alternatives (charbon et gaz sous réserve de l'effet de serre, nucléaire, biomasse...);
- des situations oligopolistiques : Chili pour le cuivre, Nouvelle-Calédonie, Canada et Russie pour le nickel ...;
- des rigidités à court terme liées à l'ampleur des investissements nécessaires pour développer l'offre (acier....).

Les prix des métaux s'envolent en 2005 et début 2006

Sous tension depuis trois ans, les prix des principaux métaux ont à nouveau augmenté en fin d'année 2005, anticipant la flambée spéculative de mai 2006 (figures 5 et suivantes). Sous la pression de la demande chinoise, la filière sidérurgique n'a pas été épargnée depuis trois ans et ceci pour la première fois depuis cinquante ans. Pourtant, la production chinoise d'acier a triplé en cinq ans. En début d'année 2006, la Chine produit le tiers de l'acier mondial (soit deux fois plus que l'Europe et quatre fois plus que les États-Unis). La hausse

des prix a contaminé l'ensemble de la filière, du minerai de fer et du coke au fret maritime, et des ferrailles aux métaux d'alliage. Sur tous ces marchés, les prix ont souvent doublé depuis 2003 (ces hausses de prix « spot » doivent être interprétées avec un certain recul, une grande partie des contrats étant de longue durée). Les ressources étant abondantes, un retour des prix à la normale devrait se produire à terme. Pour les métaux non ferreux, la flambée des prix a surtout touché le cuivre et le nickel et certains métaux rares. La hausse des prix est cependant générale. Même l'aluminium a augmenté de 20 % suite à la hausse des prix de l'électricité.

Un déficit extérieur limité par les exportations de demi-produits et déchets et par le recyclage

La France importe l'essentiel de ses métaux, souvent pour plus de moitié, auprès d'un seul fournisseur. Malgré la hausse des cours mondiaux* des métaux, son déficit extérieur reste cependant limité par la réexportation, souvent bénéficiaire, des demi-produits. Ainsi, le déficit global des filières métalliques serait d'environ 2 milliards d'euros en 2005. Depuis 2003, il ne se serait aggravé que de 1,2 milliard d'euros (contre 14 milliards d'euros pour le pétrole, le gaz et le charbon). De plus, les exportations de déchets dégagent des excédents notables et le recyclage croissant des métaux réduit la demande. Ainsi, un tiers des métaux sont recyclés (35 % pour l'aluminium, 50 % pour l'acier).

La flambée des prix au printemps 2006 aurait un impact limité sur le déficit de la métallurgie

La flambée des prix des métaux au printemps 2006 aurait dû entraîner une aggravation de ce déficit. Cependant, les excédents tirés des demi-produits ferreux semblent compenser au premier semestre la détérioration du déficit sur les métaux non ferreux (cuivre, aluminium et zinc). Il faudra cependant attendre la fin 2006 pour dresser un bilan complet de ces hausses. ■

Pour en savoir plus

- * Voir « Définitions » en annexe.
- Insee, indices des prix industriels : www.indices.insee.fr/bsweb/servlet/bsweb
- *Chiffres clés des matières premières minérales*, DGEMP/OEEMP : www.industrie.gouv.fr/energie
- *Écomine*, revue mensuelle, DGEMP et BRGM.
- Chalmir P., « Cyclope, les marchés mondiaux », *Économica*, 2005.
- *Minéraux et métaux 2004-2005*, Fedem, édition 2005 : www.fedem.fr

1 - Échanges extérieurs de matières premières

en milliards d'euros

en 2004	Import	Export	Solde
Minerais	0,5	0	-0,5
Ferreux	1,5	1,3	-0,2
Non ferreux	1,2	0,7	-0,5
Déchets			
Ferreux	0,7	1,3	0,5
Non ferreux	0,4	0,9	0,5
Métaux bruts			
Ferreux	0,08	0,12	0,05
Ferroalliages	0,5	0,2	-0,4
Non ferreux	3,2	1,2	-2,0
Demi-produits			
Ferreux	10,4	11,2	0,9
Non ferreux	4,4	4,3	-0,1
Mat. de construction	1,2	0,8	-0,4
Total	24,0	22,0	-2,2
2004 / 2003	22%	13%	-1,8 G€

Sources : Douanes, OEEEMP.

2 - Commerce de métaux de 2003 à 2005, en G€

Produits	Import 2005	Solde 2005	Évolution /2003
Minerais	1,2	-1,1	-0,3
Fer, acier et ouvrages	17,5	0,7	-0,7
Cuivre et ouvrages	2,9	-0,5	-0,1
Aluminium et ouvrages	4,1	-0,7	0
Autres métaux et ouvrages	1,8	-0,6	-0,3
Total	26,4	-1,9	-1,2

Sources : Douanes (nomenclature SH à 2 chiffres).

3 - Pays fournisseurs de la France en 2004

en %	Principaux pays fournisseurs	
Minerai de fer	Brésil (63)	Australie (16)
Bauxite	Guinée(82)	Chine (8)
Cuivre raffiné	Chili (67)	Pologne (12)
Min. manganèse	Brésil (81)	Gabon (12)
Nickel	Russie (32)	Nouv.-Caléd. (20)
Tungstène	Chine (41)	Autriche (22)

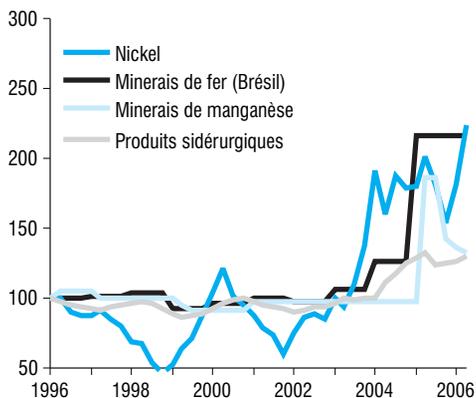
Sources : Douanes, OEEEMP.

4 - Taux de recyclage

en 2000	Utilisé Mt	dont recyclé	taux de recyclage (%)	
			2000	1980
Aluminium	1,3	0,4	31	25
Cuivre	0,8	0,17	21	28
Fer	24,4	12,7	52	40
Plomb	0,27	0,18	67	57
Zinc	0,46	0,11	24	18

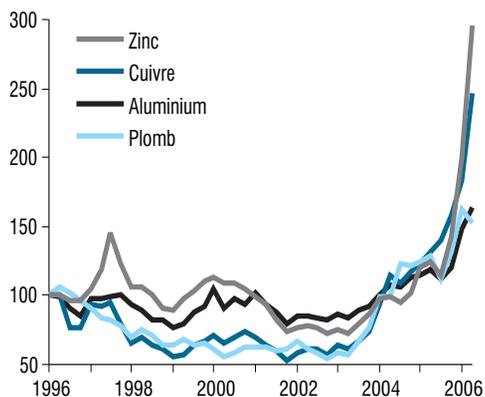
Sources : Fedem, FFA, Syndicat des fondeurs.

5 - Hausse des prix dans la filière de l'acier



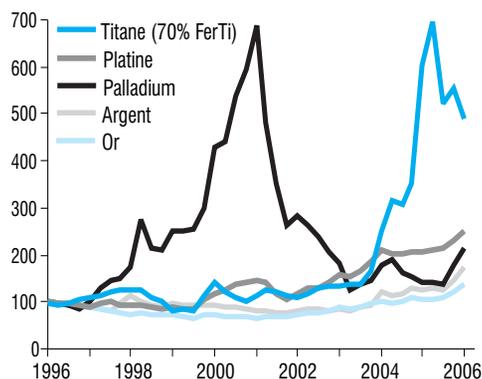
Sources : Insee, indice des prix industriels, base 100 en 1996.

6 - Prix des métaux non ferreux



Sources : Insee, indice des prix industriels, base 100 en 1996.

7 - Flambée sur certains métaux



Sources : Insee, indice des prix industriels, base 100 en 1996.

1.H Les prix de production industriels en 2005

La hausse des prix du pétrole et des matières premières non agricoles se poursuit en 2005

En 2005, les cours mondiaux du pétrole ont poursuivi leur ascension et fluctuent à partir de l'été autour de 60 \$ le baril, contre 25 \$ en 2002. Outre certains facteurs géopolitiques spécifiques (Irak, Nigeria...), ce changement des niveaux de référence est dû à la forte croissance de la demande chinoise, face à une offre rigide à court terme et à des ressources potentielles à long terme de plus en plus coûteuses à développer.

Dans ce contexte de hausse de la demande mondiale amplifiée par la spéculation, la flambée des prix touche aussi de nombreuses matières premières industrielles (fiche 1G). Les prix des métaux, en particulier, ont atteint des sommets historiques. Mais, contrairement au pétrole, leur potentiel de développement à long terme est rarement limité et les produits de substitution sont nombreux.

En légère reprise par rapport à l'euro, le dollar n'a plus joué en 2005 le rôle modérateur qu'il avait eu en 2002-2004 et le renchérissement des prix en euros des approvisionnements extérieurs a été important : + 43 % pour le pétrole (après + 20 % en 2004), + 18 % pour les matières premières (comme en 2004), dont + 26 % pour les minéraux (+ 11 % pour l'aluminium, + 22 % pour le minerai de fer et + 28 % pour le cuivre...). Seuls, les prix des matières agro-industrielles ont baissé de 1 %.

Cette hausse affecte surtout les prix à la production des biens intermédiaires

La hausse des coûts d'approvisionnement s'est répercutée sur celle des prix industriels à la production. Ces derniers augmentent en moyenne annuelle (hors énergie et IAA) de 1,6 % en 2005, après + 0,9 % en 2004. Elle est la plus forte dans les biens intermédiaires (+ 3,0 %, après + 2,2 %) et dans l'automobile (+ 1,4 %, après + 0,6 %). Les prix restent quasiment stables dans les autres secteurs. Ces écarts reflètent l'impact très spécifique, pour certains produits chimiques en particulier, de la hausse des coûts du pétrole et des matières premières (fiche 11).

Des hausses plus fortes sur le marché intérieur

Inégale selon les destinations, cette hausse des prix industriels reste assez limitée à l'exportation (+ 0,9 %, après + 0,1 % en 2004), les marchés extérieurs étant soumis à une vive concurrence mondiale. Si la hausse des prix à l'exportation dépasse 3 % dans les biens intermédiaires, la baisse se poursuit pour les biens de consommation (-3 %) et les biens d'équipement.

À l'inverse, les prix industriels sont en hausse assez rapide sur le marché intérieur (+ 1,8 % en 2005, après + 1,2 % en 2004). Ils continuent d'évoluer plus rapidement que les prix à l'exportation. Cet écart atteint deux à trois points dans les secteurs autres que ceux des biens intermédiaires et de l'automobile.

Par produit, les évolutions restent très contrastées

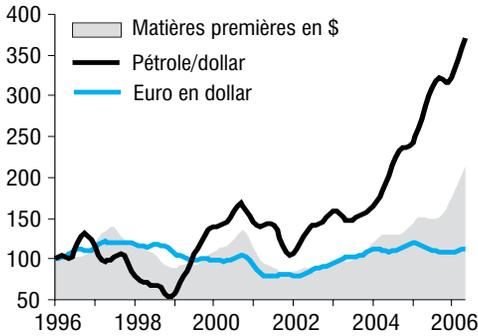
Pour de nombreux produits, la hausse est limitée par la concurrence étrangère et cette contrainte est répercutée, dans la mesure du possible, sur les fournisseurs et sous-traitants. La baisse tendancielle des prix à la production se poursuit dans l'électronique grand public (télévision numérique, téléphonie mobile...). Dans les biens intermédiaires, à l'inverse, la hausse des prix sur le marché intérieur est aussi importante qu'à l'exportation (+ 3 %). Avec l'envolée des prix des matières premières, les hausses dépassent 10 % dans la sidérurgie, les métaux non ferreux et la chimie organique. Elles sont plus modérées dans la chimie minérale, les matériaux de construction et la plasturgie. Les prix restent stables dans le bois, le papier-carton, le verre, le textile, les pneumatiques et le caoutchouc, ces secteurs étant, pour certains, peu sensibles à la hausse des matières premières importées, pour d'autres en faible croissance et le plus souvent soumis à une forte concurrence extérieure. ■

Pour en savoir plus

- * Voir « Définitions » en annexe.
- Site Insee, indices des prix industriels : <http://www.indices.insee.fr/bsweb/servlet/bsweb>

1 - Euro, matières premières et pétrole, en dollars

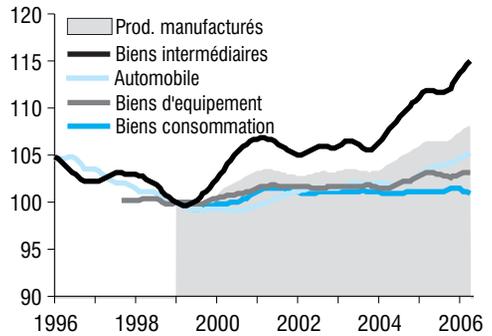
Indices, base 100 en 1996



Source : Insee - indices des prix à la production*.

4 - Prix à la production sur le marché français

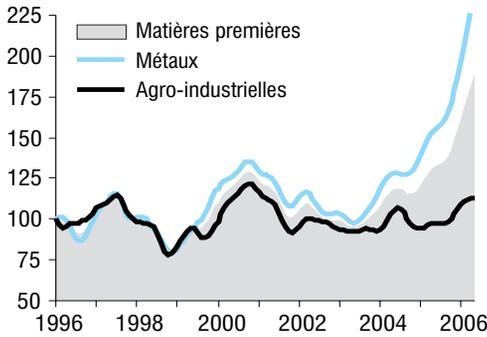
Indices, base 100 en 1999



Source : Insee - indices des prix à la production.

2 - Prix des matières premières, en euros

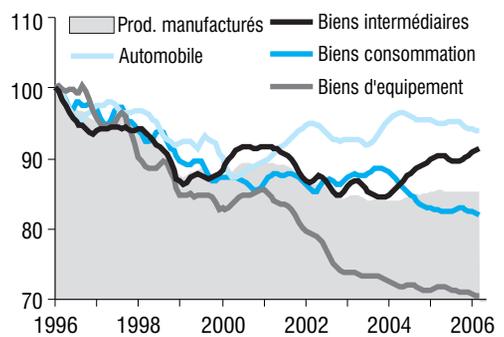
Indices, base 100 en 1996



Source : Insee - indices des prix à la production.

5 - Prix sur les marchés étrangers

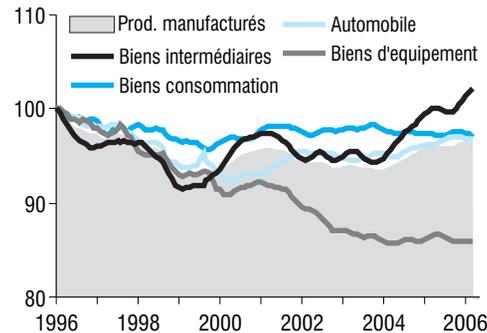
Indices, base 100 en 1996



Source : Insee - indices des prix à la production.

3 - Prix à la production, ensemble

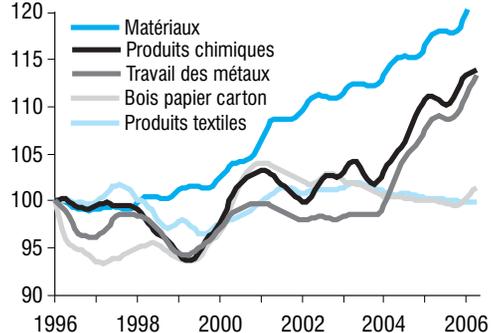
Indices, base 100 en 1996



Source : Insee - indices des prix à la production.

6 - Prix des biens intermédiaires

Indices, base 100 en 1996



Source : Insee - indices des prix à la production.

1.1 L'impact de la hausse des prix de l'énergie

Une dépendance pétrolière plus faible

La France a considérablement réduit sa dépendance pétrolière par rapport au précédent choc pétrolier. En 2005, les achats de pétrole ne représentent que 2,3 % du PIB contre plus de 5 % en 1981.

Les transports représentent un peu plus de la moitié du total de la consommation de produits pétroliers en 2005 en France, proportion en hausse depuis 30 ans.

L'industrie a substitué de l'électricité à sa consommation de fioul du début des années quatre-vingt et sa consommation finale de produits pétroliers ne représente plus que 21 % de celle de la France en 2005 (figure 3).

Depuis trois ans, la consommation finale de l'industrie en électricité, gaz, charbon et produits pétroliers reste étale. La légère progression de l'usage du gaz naturel est compensée par la baisse du charbon et de l'électricité. De même, la consommation de produits pétroliers ne baisse plus. En effet, 70 % du pétrole consommé par l'industrie est à usage non énergétique (principalement sous forme de naphta), donc difficilement substituable.

L'impact sur les prix industriels se concentre dans la chimie

La hausse du prix des produits pétroliers et du charbon a un impact assez faible sur les prix de production dans l'industrie. Une étude conduite par l'Insee évalue l'impact direct à 0,8 point de hausse de prix dans l'industrie. Le secteur le plus touché est la chimie. Dans les services, seul le transport est affecté.

Un potentiel de hausse bien supérieur

Mais, ces hausses directes se répercutent aussi dans les prix des consommations intermédiaires de biens et services de l'industrie. Ces effets induits sont supérieurs à l'impact direct. L'étude conclut à un impact total de 2,8 points de hausse des prix de production industriels. Tous les secteurs seront à terme touchés par la hausse du pétrole, en particulier à cause de la hausse du coût des transports.

Pour en savoir plus

- Beudaert M. et Polina L. : « Hausse des prix de l'énergie : des conséquences modérées sur les prix industriels » *Insee première*, n° 1051, décembre 2006. http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/IP1051.pdf

Cette hausse théorique reste très inférieure aux taux observés lors des chocs précédents. L'inflation s'était alors généralisée et dépassait 10 % en rythme annuel. Le choc actuel n'a donc qu'un impact modéré sur les prix intérieurs.

L'évolution réelle des prix (+ 2,3 % entre janvier 2004 et septembre 2005) est même inférieure à la hausse théorique. Cela peut s'expliquer par une contraction des marges des industriels, soumis à une forte concurrence internationale. Ainsi, les IAA et les industries de biens de consommation n'ont, à première vue, pas du tout reporté la hausse des coûts sur leurs prix (figure 1). La transmission des hausses pourrait aussi ne pas être arrivée à son terme. ■

Un troisième « choc » pétrolier très différent des deux premiers.

Un choc progressif de demande...

Les origines du choc actuel le distinguent des précédents. Ceux-ci étaient dus à une rupture de l'offre de pétrole ayant entraîné une poussée très rapide des prix du brut. À l'inverse, on assiste depuis 2000 à une hausse continue de la demande, que l'offre peine à suivre, les capacités d'extraction des grandes compagnies pétrolières étant limitées à court terme. Finalement, le prix du baril de pétrole a doublé en deux ans, hausse d'une ampleur comparable aux chocs de 1974 ou de 1979.

... qui concerne l'ensemble des matières premières énergétiques...

Ce choc s'est ensuite répandu à tous les autres combustibles (en particulier le charbon et le gaz) et aussi partiellement à l'électricité.

... sans effet sur la croissance mondiale.

Cette flambée des prix de l'énergie, mais aussi des matières premières, a eu peu d'effet sur la croissance mondiale ou sur l'inflation sous-jacente des pays développés. La consommation de pétrole continue même d'augmenter, en particulier dans les pays en développement.

1 - Évolution* des prix à la production dans l'industrie et impact de la hausse du prix des énergies

	Évolution des prix à la production industrielle sept. 2005/ janv. 2004 en %	Impact des prix des produits pétroliers, du gaz et du charbon (en points)	
		Impact direct	Impact potentiel
Industrie hors énergie, dont :	2,3	0,8	2,8
Industries agricoles et alimentaires	-0,1	0,4	2,3
Industrie des biens de consommation	0,4	0,1	2,0
Industrie automobile	1,9	0,1	2,2
Industries des biens d'équipement	1,4	0,1	1,5
Industries des biens intermédiaires	5,1	2,0	4,6
dont : chimie organique	24,7	12,4	17,4
chimie minérale	5,2	3,0	6,3
métallurgie	10,0	0,8	2,3
Autres branches dont :		0,5	1,1
Agriculture, sylviculture, pêche		1,2	2,6
Construction		0,6	1,7
Commerce		0,5	1,2
Transports		3,3	4,5
Autres services		0,2	0,6
Ensemble des branches (hors énergie)		0,7	1,6

* entre janvier 2004 et septembre 2005.

Source : Insee.

2 - Consommation d'énergie* de l'industrie**

millions de tep***	1973	1979	1985	1990	1995	2000	2002	2004	2005 (p)
Charbon	12,3	10,3	10,0	8,7	7,1	6,9	6,2	6,1	5,9
Pétrole raffiné	33,2	30,4	19,1	19,6	21,4	22,0	19,6	19,8	19,8
Gaz naturel	5,4	9,5	10,6	11,6	12,7	15,2	16,1	16,1	16,5
Électricité	7,2	8,2	8,3	9,9	10,7	11,9	12,0	12,0	11,7
Total	58,9	59,3	49,3	51,0	53,4	56,8	54,7	54,7	54,7
Électricité (en GWh)	84,0	95,1	96,5	115,5	124,5	138,6	139,3	139,0	135,8

* y compris matières premières.

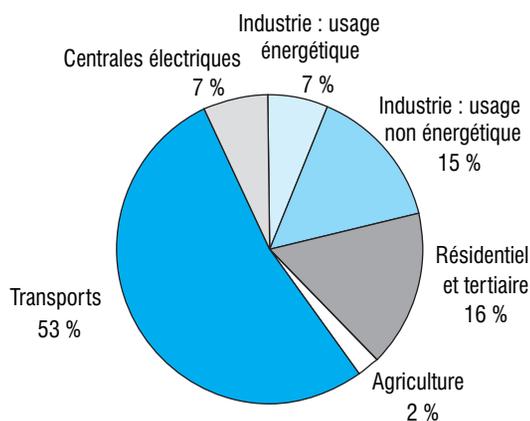
** y compris bâtiment et génie civil.

*** tep : tonnes équivalent pétrole.

(p) provisoire

Source : Observatoire de l'énergie.

3 - Consommation de pétrole par secteur en 2005



Source : Minefi - DGEMP.

1.J Les marges arrière

Une croissance rapide des marges arrière

Les revenus des distributeurs sont composés de marges avant et arrière.

La marge avant est la différence entre le prix net sur facture (défini par les conditions générales de vente) et le prix de vente au consommateur.

On distingue deux types de marges arrière :

- les ristournes, remises accordées par le fournisseur conditionnellement à des objectifs à atteindre ;
- les services de coopération commerciale, liés à la vente des produits. Ces services incluent, entre autres, le référencement d'un produit dans le catalogue du distributeur et l'emplacement des produits dans un linéaire. Si les ristournes et le référencement se sont généralisés, seuls les groupes propriétaires de grandes marques peuvent acheter les autres services de coopération commerciale des distributeurs.

Un intérêt partagé entre fournisseur et distributeur

D'après l'ILEC*, l'augmentation des marges arrière a été continue et s'élevée, en 2004, à 33 % du prix tarif d'un produit (figure 2). En effet, elles présentent de nombreux avantages :

- avant la loi Dutreil de 2005, les marges arrière n'entraient pas dans le calcul du seuil de revente à perte, réaffirmé en 1996 par la loi Galland ;
- pour le distributeur, ces marges sont déjà relativement opaques. De plus, elles représentent une marge garantie car le distributeur ne peut pas vendre en dessous du prix net sur facture (figure 1) ;
- pour le petit commerçant, cette pratique atténue la différence de prix avec la grande distribution. Toutefois, l'implantation récente des maxi-discomptes en centre ville vient concurrencer directement les épiceries ;
- pour le fournisseur, cette législation lui permet de contrôler facilement le prix de vente au consommateur. De plus, les prix nets sur facture étant disponibles sur demande, il est au courant des prix fixés par ses concurrents.

Pour en savoir plus

- *Voir « Définitions » en annexe.
- Site de l'ILEC : <http://www.ilec.asso.fr/>
- Rapport du parlement sur les marges arrière : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics>

Devant l'impossibilité de rétrocéder une partie des marges arrière aux consommateurs, les prix de vente augmentent et s'homogénéisent entre les différentes enseignes. Les grands fournisseurs peuvent donc aussi augmenter leurs prix de vente, et partager une partie de l'excédent avec le distributeur grâce aux marges arrière.

La négociation commerciale s'est donc progressivement reportée vers l'arrière, au détriment du consommateur. Dans son indice des prix à la consommation, l'Insee a ainsi relevé des hausses de prix importantes dans l'alimentaire et les produits d'entretien (figure 3). Le rapport parlementaire sur le sujet conclut qu'« il convient sans doute moins de dénoncer l'inefficacité de la législation que de constater la vive capacité des professionnels à l'instrumentaliser et à l'exploiter au mieux de leurs intérêts ».

Devant cette hausse des prix des grandes marques, certains consommateurs ont cependant modifié leur comportement, soit en faveur des marques de distributeur (22 % du chiffre d'affaires des distributeurs en 2004), soit par un recours croissant aux maxi-discomptes, qui gagnent des parts de marché aux dépens des opérateurs historiques.

Face à ces distorsions, le législateur a réformé en 2005 le seuil de revente à perte (limites à 20 % en 2006 et 15 % en 2007 des taux de marges arrière non déductibles). Ainsi, la loi « Dutreil » du 2 août 2005 (circulaire du 8 décembre) a assoupli la loi Galland. Elle introduit à partir de 2006 une partie des marges arrière dans le calcul du seuil de revente à perte. Elle oblige de plus le distributeur à justifier le service rendu payé en marge arrière. ■

La loi « Galland » a été votée en 1996 pour soutenir le petit commerce, alors en difficulté face aux pratiques de prix d'appel des grands distributeurs. C'est une loi qui :

- renforce l'interdiction de la revente à perte ;
- instaure les « conditions générales de vente » ;
- durcit les autorisations d'implantation d'une grande surface ;
- encadre les pratiques de déréférencement.

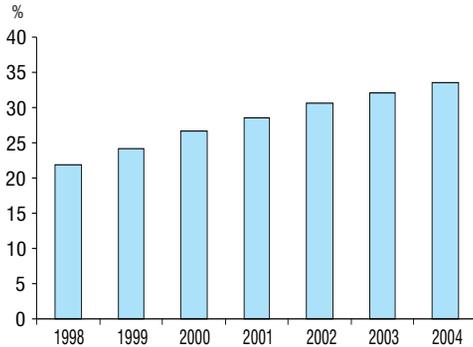
1 - Construction du prix fournisseur et du prix distributeur

(l'exemple de prix est issu de l'étude de l'ILEC en 2004)

Encadrement	Prix	Intitulé du prix	Nom de la remise	Marge du distributeur
Encadrement par les conditions générales de vente	100	Tarif catalogue du fournisseur	Remise inconditionnelle acquise lors de la vente	Marge avant
	95	Prix de vente au consommateur		
Seuil de revente à perte	92	Prix net sur facture	Ristourne non acquise lors de la vente	Marge arrière
Zone de non-transparence	89	Prix net net	Services de coopération commerciale facturés par le distributeur	
	61	Prix net net net		

Source : ILEC.

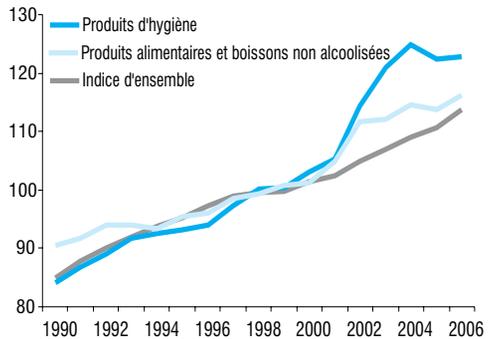
2 - Évolution des marges arrière dans la distribution



Champ : tous produits référencés par l'ILEC, taux calculé à partir du prix net sur facture.

Source : ILEC.

3 - Comparaison des indices de prix de quelques produits avec l'indice général



Source : Insee, indice des prix à la consommation.